

L'option « suisse » pour la future frontière entre les deux Irlande

BREXIT La Commission européenne prépare les esprits à une frontière dure... ramollie

- ▶ La Commission a entamé une délicate opération de « dédramatisation » sur la frontière entre les deux Irlande.
- ▶ Car « sans accord, il n'y a pas d'alternative à une frontière dure ».

A mesure que l'échéance et les chances d'une sortie désordonnée du Royaume-Uni (RU) – le Brexit dur, c'est-à-dire sans accord – se font plus proches et plus réelles, la question de la frontière irlandaise devient plus pressante. Voire plus oppressante pour les Irlandais eux-mêmes, tandis qu'elle met de plus en plus en tension le discours des Européens à ce sujet.

Rappelons que la sortie du Royaume-Uni fera de la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord britannique (l'Ulster) une frontière extérieure de l'UE, et dès lors aussi de son Marché unique. Mais le retour de cette frontière, outre qu'elle entraînerait la nécessité de contrôler les marchandises qui ne pourront plus circuler librement, risque aussi de mettre à mal les accords de paix qui ont mis fin en 1998 aux troubles intra-communautaires en Irlande du Nord. Notamment par la mise en place d'une intime coopération humaine et économique entre les deux Irlande, rendant invisible la fameuse frontière ensanglantée par 30 années de violences. Cette question avait été la plus difficile à négocier dans l'accord de retrait conclu entre les 27 et le gouvernement britannique. Et elle reste l'un des motifs majeurs avancés par les députés conservateurs pro-Brexit pour rejeter l'accord que tente de leur faire avaler la Première ministre Theresa May. Le fameux « backstop irlandais » inscrit dans l'accord prévoit que, jusqu'à ce qu'une autre solution ait été trouvée dans le cadre d'un traité commercial futur entre l'UE et le RU, l'ensemble du

Royaume restera dans l'Union douanière européenne.

Signe de l'acuité redoublée de l'épineuse affaire, ce hoquet de communication qui s'est produit en deux temps dans la salle de presse de la Commission européenne ces deux derniers jours. Interrogé par un journaliste irlandais mardi quant à l'infaillibilité du soutien des 27 au « backstop », cette « assurance » prévue dans l'accord de retrait pour éviter le retour de la frontière, le porte-parole en chef de l'institution Margaritis Schinas déclarait que « *ce qui se passera en cas de "no deal", c'est une frontière dure (en Irlande).* » La réaction en Irlande a été immédiate : une totale consternation !

Dès mercredi matin, une première rectification tombait de la bouche de Michel Barnier, le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit, dans un entretien accordé aux quotidiens *Le Monde*, *Luxemburger Wort* et *Rzeczpospolita* : « *Même en cas d'absence d'accord, nous resterons sur notre ligne et ferons tout pour qu'il n'y ait pas de frontière dure en Irlande.* »

Et le midi, c'est le porte-parole de la Commission qui se fendait d'une longue « clarification » : « *L'UE est déterminée à tout faire, avec ou sans accord, pour éviter la nécessité d'une frontière et pour défendre la paix en Irlande du Nord. (...) En même temps, l'Irlande et l'UE sont responsables de la protection du marché unique et de l'Union douanière (européens). Un marché qui entrera en Irlande du Nord en provenance du Royaume-Uni pénétrera dans le Marché unique. C'est la raison pour laquelle le backstop est d'une importance capitale (...) et que l'accord de retrait n'est pas ouvert à renégociation.* »

La seconde déclaration de M. Schinas corrigeait-elle la précédente qui aurait constitué un faux pas ? Aucunement. Il y a une semaine, *Le Soir* avait participé à une rencontre avec un haut diplomate connaissant intimement l'état des réflexions et la

stratégie de négociation de la Commission européenne, lequel avait commencé à vendre la thèse : « *Sauf l'accord, il n'y a pas d'alternative à une frontière dure.* »

Décodage : le chaos politique règne toujours à Westminster autour de la ratification de l'accord, et le Brexit dur approchant oblige les 27 à superposer sur l'ancien discours (qui dramatise la perspective de retour d'une frontière dure et met la pression sur les députés britanniques afin qu'ils ratifient l'accord) un nouveau discours préparant les esprits à cette éventualité, voire même rassurant quant à ses conséquences.

En clair : même sans accord, on fera tout pour réduire... la dureté de la frontière dure ! Notre source européenne bien placée indiquait même, sur le mode interrogatif : « *Quand on passe la frontière de France vers la Suisse en voiture, vous n'avez pas l'impression de passer une frontière dure. Et quand vous la traversez à ski, vous en avez encore moins l'impression !* »

La comparaison n'était pas innocente. Mercredi en fin de journée, on a poussé une autre source nous parlant sous le couvert de l'anonymat à développer le sujet : « *En cas de "no deal", c'est effectivement une sorte de frontière suisse qu'il faudra mettre en place (en Irlande). Mais il faut abandonner le terme de frontière dure : c'est devenu trop contaminé. Parlons plutôt d'infrastructures physiques. Toutefois, il faudra bien un point où les contrôles devront s'effectuer...* »

Michel Barnier, dans l'entretien cité plus haut, le disait en termes plus rassurants : « *Avec mon équipe, nous avons fait un très gros travail pour étudier la dématérialisation des contrôles et leur décentralisation, qui sera utile, en toutes hypothèses.* » Rien ne permet de dire que la solidarité des 27 avec l'Irlande faiblit. Mais l'opération « dédramatisation » d'une frontière dure entre l'Eire et l'Ulster a bel et bien commencé. ■

JUREK KUCZKIEWICZ